



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral mettant en demeure la société BC GRANULATS de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2018-0520 du 27 juillet 2020 l'autorisant à exploiter, sur le territoire de la commune de CONS-LA-GRANDVILLE, une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires et une installation de criblage-concassage de produits minéraux

**N° 2025-0113
AIOT 0003012271**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, et R. 516-2 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-0520 du 27 juillet 2020 autorisant la société BC GRANULATS à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires et une installation de criblage-concassage de produits minéraux sur le territoire de la commune de Cons-la-Grandville au lieu-dit « Bois de la Taille » par la société BC GRANULATS.

Vu l'acte de cautionnement solidaire n° 248438/23/00001 du 6 juillet 2023 établi par BPI FRANCE concernant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires et une installation de criblage-concassage de produits minéraux sur le territoire de la commune de Cons-la-Grandville au lieu-dit « Bois de la Taille » par la société BC GRANULATS expirant le 27 juillet 2025.

Vu les constats faits par l'inspection des installations classées de la DREAL GRAND EST, consignés dans son rapport à Madame le préfet de Meurthe-et-Moselle 2025_0447 du 5 mai 2025, dont copie a été transmise à la société BC GRANULATS par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 15 mai 2025 conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à la société BC GRANULATS par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 15 mai 2025 conformément aux dispositions du Code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse et d'observation de l'exploitant au terme du délai imparti ;

Considérant que la société BC GRANULATS exploite sur le territoire de la commune de Cons-La-Grandville une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires et une installation de criblage-concassage de produits minéraux par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2018-0520 du 27 juillet 2020 sans être en mesure de pouvoir justifier de l'existence d'une caution, telles que l'exigent les dispositions de l'article 1.5.4 de cet arrêté, et par conséquent sans pouvoir justifier la constitution des garanties financières qu'imposent les dispositions de l'article 1.5.1 du même arrêté ;

Considérant que l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est a rappelé à la société BC Granulats, par courriel du 10 janvier 2025, son obligation d'adresser au Préfet un nouveau document attestant du renouvellement des garanties financières conformément à l'article 1.5.4 de l'arrêté préfectoral n° 2018-0520 du 27 juillet 2020 ;

Considérant que l'exploitant est tenu de renouveler les garanties financières au moins trois mois avant leur échéance conformément à l'article 1.5.4 de l'arrêté préfectoral n° 2018-0520 du 27 juillet 2020 ;

Considérant que les garanties financières n'ont pas été renouvelées avant le 27 avril 2025 ;

Considérant en conséquence que les dispositions réglementaires ne sont pas respectées, et qu'il revient à l'exploitant d'y remédier ;

Considérant les termes de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement « *I. _Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. _* » ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRÊTE

Article 1: Champ et portée du présent arrêté

La société BC GRANULATS, désignée ci-après « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé 66 rue du Béarn – Zone Industrielle – 54400 COSNES-ET-ROMAIN, est mise en demeure de respecter, pour ses installations sises lieu-dit « Bois de la Taille » sur le territoire de la commune de Cons-la-Grandville, les dispositions des articles suivants, dans les délais associés.

Article 2 : Renouvellement des garanties financières

Sous 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 1.5.4 de l'arrêté préfectoral n° 2018-0520 du 27 juillet 2020 en transmettant à Madame le préfet de Meurthe-et-Moselle le document attestant du renouvellement des garanties financières.

Article 3 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1 du présent arrêté de se conformer à cette injonction, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 : Délai et voies de recours

La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54 036 Nancy Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application numérique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Article 5 : Exécution et information

Le Secrétaire général de la préfecture et l'Inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- La société BC GRANULATS

et dont une copie sera adressée à :

- Madame la sous-préfète de Val de Briey
- Madame le maire de Cons-la-Granville

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du Code de l'environnement.

Nancy, le **18 JUIN 2025**

Le Préfet,



Françoise SOULIMAN